

# L'enseignement de l'histoire de la Shoah et de la culture juive en Pologne

L'histoire de la Shoah a été introduite en tant que telle dans les programmes d'enseignement des collèges polonais en 1999 ; puis, en 2001, dans ceux des lycées classiques ou professionnels, et dans trois matières : histoire, littérature polonaise et instruction civique ; enfin, le sujet peut être abordé la dernière année de l'école primaire. Ces enseignements sont accompagnés d'un nombre croissant d'initiatives parascolaires, associant des élèves à la sauvegarde du patrimoine juif local trop longtemps abandonné (cimetières, synagogues, lieux de mémoires, etc.) Les autorités publiques nationales et locales s'impliquent de plus en plus souvent dans le financement de ces initiatives, alors qu'une dizaine d'universités ont fondé des chaires ou des centres spécialisés qui se consacrent à l'histoire de la Shoah et de la culture juive. La Pologne est membre de la Task Force for international Cooperation on Holocaust Education, Remembrance and Research (ITF) dont elle a assuré la présidence en 2005.

Ces décisions sont l'aboutissement d'une réforme générale du système éducatif entreprise au début des années 1990 après la chute du régime communiste, et d'une évolution en profondeur de la perception de cette histoire par la société polonaise<sup>1</sup>.

## Un solide consensus

Pourtant, contrairement à la plupart des pays occidentaux, l'histoire de la Seconde guerre mondiale était entrée très tôt dans les manuels scolaires polonais. Quand en France les programmes d'histoire se terminaient en 1914, les petits Polonais des années soixante, étaient gavés de récits sur la terreur hitlérienne, et la plupart avait « la chance » de visiter au moins une fois, un « camp de concentration », principalement Auschwitz ou Majdanek. Dès 1947, les camps étaient évoqués dans les cours d'histoire des collèges et lycées, et parmi les lectures

---

<sup>1</sup> Cet article se limite à l'enseignement primaire et secondaire.

obligatoires en langue polonaise, figuraient de 1950 à 1989, des œuvres sur ce sujet<sup>2</sup>. Le voyage scolaire était généralisé. Entre 1960 et 2000, le Musée d'Auschwitz a reçu 6,5 millions d'élèves, soit 40% des visiteurs polonais pour la période. D'ailleurs, lors d'une enquête auprès des visiteurs adultes polonais en 2000, 64% indiquaient être venu la première fois « avec leur classe, en voyage scolaire.<sup>3</sup> »

Ces visites étaient intégrées à un enseignement dominé par le discours idéologique du régime en place depuis 1948, lequel plaçait les jeunes générations au centre de ses objectifs. Que ce soit par l'embrigadement dans de puissantes organisations de jeunesse ou par l'école, il fallait, en Pologne communiste comme ailleurs, leur inculquer les bonnes leçons de morale, de civisme et de patriotisme, et ce alors que l'église catholique constituait dès la fin des années cinquante, un sérieux concurrent pour le « gouvernement des âmes ». L'histoire scolaire transmettait la mythologie nouvelle à l'aide d'un récit national en grandes étapes qui remontait à la dynastie Piast, et célébrait des héros positifs minutieusement choisis.<sup>4</sup> C'était une histoire *purement* polonaise. En prétendant construire un « communisme national » on flattait le panthéon nationaliste (avec un accent antigermainique et quelques exaltations panslaves), et l'on oubliait la tradition pluriculturelle de l'histoire et de la culture polonaise (sauf pour décrire les minorités comme des étrangers). Un récit qui n'a guère varié pendant les quarante années du régime (1948-1989).

Des éléments de ce récit étaient mieux acceptés que d'autres lorsqu'ils étaient confirmés par le discours concurrent. Ce qui favorisait la légitimation politique recherchée. C'était le cas pour l'occupation allemande. L'église catholique avec son martyrologe de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, allait dans le même sens que le pouvoir

---

<sup>2</sup> Marek Kucia, *Auschwitz jako fakt społeczny*, Cracovie, Editions Universitas, 2005. Pages 46-47. Parmi les textes obligatoires, l'auteur cite: *Medaliony* des courts textes de Zofia Nalkowska, *L'adieu à Maria* une nouvelle de Tadeusz Borowski, des poèmes de Tadeusz Rozewicz et *Zydom polskim*, un poème édifiant de Wladislaw Broniewski.

<sup>3</sup> *Ibid*, page 65.

<sup>4</sup> Sur ce récit, voir Anrzej Mencwel, « Pont » des Jagellons et « rempart » des Piast, ou l'inverse ?, in Michel Maslowski, et Alii (Dir.) *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Paris, PUF, 2002, page 124.

communiste, elle construisait à sa manière le stéréotype d'un peuple uniquement victime, héroïque, innocent et abandonné. En plus, les deux récits entraient en écho avec les mémoires familiales et des souffrances encore récentes (la plupart des familles avait perdu un ou plusieurs membres pendant la guerre, ou été déportée, ou déplacée, victime de la terreur nazie). Le discours dominant avait donc aussi un effet consolateur, apaisant, d'autant plus fort qu'il légitimait des oublis ou des refoulements.

C'était net avec la Shoah. Le massacre des Juifs polonais n'était pas nié, c'était impossible, beaucoup y avait assisté ; il était seulement assimilé au martyr de la nation polonaise. On retrouvait sur ce point, l'universalisme qui prévalait dans toute l'Europe d'après-guerre, qui ne distinguait pas les victimes, du moins jusqu'au début des années 1980, mais un universalisme passé dans la marmite soviétique, cristallisé en une logorrhée commémorative ! Il faisait de toutes les victimes des « antifascistes » et des héros de la Pologne combattante.

L'enseignement de l'histoire de la seconde guerre mondiale était ainsi fondé sur cette mémoire collective, résultante de plusieurs discours aux sources opposées scellés dans un remarquable consensus. D'autant plus remarquable qu'à propos d'autres événements dramatiques de la guerre (le massacre de Katyn, l'insurrection d'août 1944 ou l'Armée de l'intérieur), nous avons assisté pendant ces quarante années à une guerre des mémoires, l'Eglise se situant clairement dans l'opposition. Il n'était pas rare que le même professeur d'histoire professât la vision patriotique officielle du peuple victime tout en transmettant « informellement » la vérité sur Katyn et une vision héroïque de l'AK.

La visite scolaire des camps d'Auschwitz ou de Majdanek, où le récit muséal mettait en avant le martyr des Polonais, complétait le propos des manuels uniques qui effaçaient la particularité du destin des Juifs. L'intitulé des chapitres étudiés en

classe résumait parfaitement l'intention<sup>5</sup> : « La lutte nationale des Polonais pour la liberté en 1939-1945 », « La politique d'extermination des nazis contre la nation polonaise », « La situation de la nation polonaise après la perte de l'indépendance », etc., etc. Cette polonisation des victimes de la Shoah était accompagnée de thématiques secondaires plus ou moins douteuses – la présentation de l'insurrection du ghetto de Varsovie comme un acte de libération nationale, l'insistance sur la passivité des Juifs envoyés à la mort, la dénonciation de la complicité des *Judenrat* et de la police juive, etc. – et d'oublis. On faisait l'impasse sur l'attitude générale de la population polonaise non juive face au génocide perpétré par les Allemands sous ses yeux, on n'évoquait guère l'antisémitisme, rien sur les biens juifs accaparés, ou les dénonciations. L'existence de « maîtres-chanteurs » ou même la participation de Polonais à des massacres, n'était pas niée, elle était minimisée et attribuée à des voyous, à la pègre, bref à des marginaux d'ailleurs condamnés par la résistance polonaise et jugés après la guerre. Enfin, en se concentrant sur quelques cas, on mettait plutôt en avant l'aide des Polonais aux Juifs, les risques pris (la peine de mort) et le nombre de Justes reconnus par Israël. On se gardait toutefois de reconnaître ces Justes comme des héros, la plupart continuant à cacher leur action jusque dans les années 1990<sup>6</sup>.

Tel fut le message transmis sur la Shoah aux deux générations d'après guerre avec, il faut le reconnaître, un réel succès. Cette éducation polonaise a profondément marqué la population et construit une mémoire collective largement partagée, au moins jusqu'au début des années 1990. Les études sociologiques sur l'image des camps et le sort des Juifs dans la mémoire de cette époque le confirment, malgré des chocs comme l'affaire dite du « Carmel à Auschwitz », qui

---

<sup>5</sup> Cité par Robert Szuchta, « From Silence to Recognition. The Holocaust in Polish Education since 1989 », in *Making Holocaust Memory*, Volume 23 de *Polin*, Oxford, The Littman Library of Jewish Civilization, 2008, page 304.

<sup>6</sup> La critique de ces manuels a fait l'objet de plusieurs études au début des années 1990, à l'initiative notamment du ministère de l'Éducation nationale. On trouvera des références dans la bibliographie de l'article cité plus haut (in *Polin*) de Robert Szuchta, lui-même enseignant dans un lycée En français, voir la synthèse de Jean-Charles Szurek « Entre histoire et mémoire, quelles figures du témoin polonais », in Jean-Charles Szurek, Annette Wiewiorka (Dir.) *Juifs et Polonais (1939-2008)*, Paris, Albin Michel, 2009.

ne fait qu'amorcer un changement. En janvier 1995, seulement 8% des Polonais interrogés par l'équipe de Marek Kucia considéraient le camp principalement comme un lieu d'extermination des Juifs, et pour 47% c'était d'abord le lieu du martyr des Polonais<sup>7</sup>. Certains en déduiront la continuité de l'indifférence congénitale des Polonais au sort des Juifs pendant la guerre ; on peut tout aussi bien y voir le résultat de cette éducation. Un reste de la période nationale communiste. J'en prendrai pour preuve l'évolution des réponses aux mêmes questions les quinze années suivantes. En janvier 2010, les convictions avaient changé – 6 Polonais sur 10 considéraient qu'Auschwitz était d'abord un lieu d'extermination des Juifs – au point que l'on a évoqué dans la presse une « révolution mentale<sup>8</sup>. »

### Une rupture progressive

Cette rupture avec le discours édifiant d'une Pologne innocente et héroïque, s'est installée progressivement, et le noyau consensuel du temps du communisme s'est effrité après avoir longtemps résisté. Il réapparaissait souvent dans tous les milieux, y compris d'opposition, tel un cœur patriotique intouchable, vibrant à l'écoute des hymnes ou des défilés militaires.

En fait, les premières charges sont arrivées du côté catholique, de ces intellectuels libéraux heurtés par l'antisémitisme du régime et le conservatisme d'une partie de la hiérarchie catholique. Leur démarche était d'abord morale, fondée sur le respect de l'autre, sur la tolérance à la manière des libéraux du 17<sup>e</sup> siècle, et surtout, ils se référaient à propos du judaïsme, aux décisions conciliaires de Vatican II. Plusieurs textes ont marqué l'époque, notamment un numéro mémorable de la revue catholique *Znak* consacré aux relations entre judaïsme et christianisme

---

<sup>7</sup> Marek Kucia, opus cité page 293.

<sup>8</sup> En 1996, 45 % des Polonais considéraient encore que la majorité des victimes du camp étaient des Polonais (27 % pensaient que c'étaient des Juifs, et 26 % des « êtres humains ») ; en 2000, après les cérémonies du 55<sup>e</sup> anniversaire, ils ne sont plus que 38 % à mettre principalement en avant les Polonais, et 32 % pensent que ce sont des Juifs (et 28 % des « êtres humains ») Cf. Marek Kucia, *ibid*. Et en 2010, 60% des Polonais pensent que la majorité des victimes était des Juifs (pour 94% des interrogés Auschwitz est un camp d'extermination des Juifs et de concentration pour des Polonais) Voir Marek Kucia « Auschwitz w oczach respondentów » in *Tygodnik Powszechny*, hebdomadaire, Cracovie, 20 janvier 2010.

(1983), ajoutés à l'impulsion du Saint-Siège quand le pape polonais Jean-Paul II s'est adressé aux communautés juives lors de Pologne (1987), et même ces instructions du même pape quant à l'enseignement de l'Eglise : « La catéchèse devra aider à comprendre la signification fondamentale qu'ont eue pour les Juifs leur extermination dans les années 1939-1945 et ses conséquences.<sup>9</sup> » Du côté laïc, la publication par un des fondateurs du KOR, Jan Jozef Lipski, d'un « examen de conscience » qui s'en prenait au nationalisme et à l'antisémitisme polonais, frappa les esprits en invoquant « le commandement chrétien de l'amour du prochain.<sup>10</sup> » Les travaux des historiens indépendants et leurs contacts internationaux, ébranlaient aussi les stéréotypes.

Cette démarche nouvelle<sup>11</sup> a conduit à une prise de conscience plus large de la réalité de la culture juive et de la Shoah en Pologne. Prise de conscience et non pas découverte, car les faits étaient établis pour l'essentiel et répertoriés. Rappelons que c'est en Pologne, qu'ont été réunies nombres de preuves des crimes nazis présentées lors des procès d'après guerre. Au cours des années 1980, s'est développée une conscience de la centralité de la Shoah, et petit à petit est apparu un personnage jusqu'ici occulté : le témoin.

Non pas le rescapé qui témoigne ou le criminel qui reconnaît ses actes, mais le spectateur, celui ou celle qui a vu les exécutions, entendu les cris, senti la fumée des bûchers, et ils furent légions : témoins passifs ou parfois, complices participants aux crimes ; témoins indifférents ou au contraire, témoins compatissants aidant les victimes au péril de leur vie. Autant de comportements des Polonais non juifs dont on ne parlait guère, que l'on avait oubliés, cachés, refoulés sous la couette du beau

---

<sup>9</sup> Note pour une présentation correcte des Juifs et du judaïsme dans la prédication et la catéchèse de l'Eglise catholique, Rome, 1985, citée in Daniel Tollet (Dir.) *Les vérités des uns et celles des autres. Points de vue des juifs et des chrétiens sur la Shoah en Pologne*, Paris, Editions du Cerf, 1995, page 128.

<sup>10</sup> Jan Jozef Lipski, « Examen de conscience », texte paru en juin 1981 en Pologne, traduction française, in *Esprit*, n°63, mars 1982, Paris. Page 16.

<sup>11</sup> Dès le concile de Vatican II et la publication de la déclaration *Nostra Aetate* en 1965, des intellectuels catholiques comme Jerzy Turowicz (*Tygodnik Powszechny*) ou Juliusz Eska (*Wież*) avaient analysé la portée de cette démarche dans le contexte polonais, mais il faudra plus de temps pour qu'elle pénètre les esprits.

consensus patriotique.<sup>12</sup> Or, c'est un intellectuel catholique respecté, Jan Blonski, qui a secoué les esprits en publiant dans l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny*, en 1987, un des textes les forts jamais écrits sur l'attitude et la responsabilité de ces « pauvres Polonais qui regardaient le ghetto » en train de brûler. Il parlait d'un commentaire du poème écrit par Czeslaw Milosz en avril 1943, *Campo di Fiori*. Il avait des formules très dures pour ces témoins qui ont « regardé ». Il parlait de « souillure », de « déshonneur », de « honte » et disait : « Nous devons très sincèrement, très honnêtement, affronter la question de la coresponsabilité.<sup>13</sup> »

Il déstabilisait le consensus partagé en introduisant cette notion de coresponsabilité morale des témoins. L'émergence de la spécificité du destin juif, corroborée par l'historiographie de la seconde guerre mondiale en Pologne même, mettait au grand jour les Polonais non-juifs, eux-mêmes victimes de la terreur hitlérienne, les dévoilait dans leur position inconfortable de spectateurs du crime, de « voisins » des assassinés. La question du comportement de cette population, alors même qu'existait une résistance armée réputée puissante, était inévitablement posée. « Ce qui se passait entre les Polonais et les Juifs dans un monde inhumain créé par les Allemands, écrivait alors une historienne polonaise, témoigne surtout de notre faiblesse devant le crime organisé, de la fragilité de nos normes morales.<sup>14</sup> »

Ces questions mise à jour dans les cercles intellectuels catholiques ou laïcs de l'opposition démocratique avant 1989, ont d'abord été traitées prudemment, puis

---

<sup>12</sup> Il existait pourtant sur ce sujet des textes explicites, signés des meilleurs intellectuels polonais, parus entre 1944 et 1947, comme par exemple cette réflexion du romancier Jerzy Andrzejewski, en 1946 : « L'antisémitisme polonais ne s'est pas consumé dans les ruines et les décombres fumants des ghettos. La disparition de plusieurs millions de Juifs n'a pas paru suffisamment horrible pour que sa signification efface les habitudes polonaises de penser et de sentir. [...] Il est dur d'en parler, mais c'est la réalité. La mort des victimes s'est avérée vaine. Malheur aux peuples qui ne savent pas tirer la conséquence de cette expérience. L'antisémitisme [...] déshonore le peuple polonais et jette une ombre sinistre en niant la maturité de notre expérience sociale et politique. » Voir l'article d'Agnieszka Grundzinska « Les relations polono-juives après 1989 : débats mémoriels », auquel j'emprunte cette citation, in Maria Delaperrière, Franczizek Ziejka (Dir.) *La Pologne multiculturelle, vingt ans après*, Colloque à la bibliothèque polonaise de Paris, 20-21 novembre 2009.

<sup>13</sup> Jan Blonski, « Les pauvres Polonais regardent le ghetto », version française parue in *Les Temps modernes*, n°516, juillet 1989.

<sup>14</sup> Krystyna Kersten, « La société polonaise face à l'extermination et la lutte des Juifs », texte de 1994 paru in *Les vérités des uns...*, opus cité, page 60.

avec la redécouverte du passé juif de la Pologne et grâce à la démocratie, elles se sont installées, telle une obsession identitaire, au cœur des grands débats mémoriels des années 1990 et 2000. Lesquels ont débouché sur une série de prises de position officielles des autorités politiques et de l'Église. Rappelons, pour s'en tenir aux présidents de la république élus, les discours de repentance prononcés par Lech Walesa en 1990 devant la Knesset, ou par le Premier ministre à Kielce en 1993, encore par Aleksander Kwasniewski à Jedwabne en 2001, enfin par Lech Kaczyński à Kielce en 2008.<sup>15</sup>

Le contenu de l'enseignement devait donc changer. Dès la chute du régime communiste, le ministre de l'Éducation nationale du premier gouvernement libre, Henryk Samsonowicz, un historien médiéviste ancien responsable de Solidarnosc, a entrepris une réforme en profondeur du système éducatif. L'institution a été décentralisée, donnant plus d'autonomie aux établissements et laissant aux professeurs la liberté de leurs choix pédagogiques dans le cadre d'orientations générales fixées par le ministère. Les manuels n'étaient plus imposés. Autant de modifications qui auraient dû favoriser un nouveau contenu des programmes d'histoire, au vu du contexte général de contestation des « vérités » assénées par les communistes. Or, la résistance des habitudes s'est révélée plus coriace.

Certes, le ministre souhaitant rompre avec une vision polono-centrée du passé, a confié au Professeur Jerzy Tomaszewski, historien des Juifs polonais et grande figure de l'Institut historique juif, la rédaction d'un manuel sur l'histoire des minorités, à destination des enseignants<sup>16</sup>. Ce livre a été recommandé pour préparer les leçons d'histoire dans le primaire et le secondaire, et accompagné de circulaires précisant comment y introduire les minorités (biélorusse, tzigane, lituanienne, allemande, ukrainienne, juive). De même à la suite du rétablissement des relations diplomatiques avec Israël (1990), une commission polono-israélienne a été réunie

---

<sup>15</sup> Jean-Yves Potel, *La fin de l'innocence. La Pologne face à son passé juif*, Paris, Editions Autrement, 2009, pages 38-39, 138-139, 155-158, et passim.

<sup>16</sup> Jerzy Tomaszewski *Mniejszościnarodowe w Polsce XX wieku*, Warszawa Editions Spotkania, 1991.



en 1993, pour examiner l'image d'Israël, de la Pologne et des Juifs dans les manuels scolaires des deux pays, elle devait déboucher sur des recommandations. Malheureusement, le rapport s'est limité à une critique de l'antisémitisme et de la xénophobie, laissant en jachère les questions historiques et littéraires.<sup>17</sup>

Le marché privé du livre scolaire a rendu possible la publication de nouveaux manuels et de nombreux matériaux pour les enseignants. Seulement huit manuels traitant de la seconde guerre mondiale étaient disponibles pour les lycées en 1990, alors qu'à la fin de la décennie on en comptait une vingtaine<sup>18</sup>. Certains introduisaient une vision moins polono-centrée de l'histoire et reconnaissaient une indifférence de la population face au génocide<sup>19</sup>, pourtant les instructions générales ne citaient pas la Shoah et dans l'ensemble, ces manuels ne rompaient pas vraiment avec l'approche traditionnelle. C'est d'ailleurs à cette époque, qu'un groupe de jeunes enseignants des collèges et lycées, dont Robert Szuchta, commença à critiquer sévèrement la présentation des relations polono-juives dans la formation des enseignants, et à militer pour une refonte complète des programmes.<sup>20</sup>

En fait, ces manuels en retard sur le débat en cours dans la société polonaise, allaient y entrer à leur tour. Chaque année, depuis que s'était conclue l'affaire dite du Carmel d'Auschwitz, des discussions sur un « thème juif », enfiévrèrent les médias. Que ce fut à propos du meurtre de Juifs pendant l'insurrection de Varsovie (1993), ou de la commémoration, en présence du Premier ministre et d'Elie Wiesel,

---

<sup>17</sup> Le rapport de cette commission établi en 1995, n'a été publié qu'en 1997 dans le bulletin de l'Institut historique juif. Cf. Robert Szuchta, « Teaching about the Holocaust: Polish experiences », in *Thinking after the Holocaust, Voices from Poland*. Recueil du ministère polonais des Affaires étrangères, (en polonaise, anglais, hébreu), Varsovie-Cracovie 2008. page 57

<sup>18</sup> Marek Kucia, *opus cité*, page 48-49.

<sup>19</sup> Notamment celui rédigé par Anna Radziwill et Wojciech Roszkowski *Historia 1871-1945*, Varsovie, 1994. On pouvait y lire, à propos de l'attitude de la société polonaise face au génocide : « La résistance polonaise a apporté une aide limitée aux insurgés [du ghetto de Varsovie]. Les réactions de la société étaient en revanche diversifiées, souvent indifférentes. » Cité par Jean-Charles Szurek, *opus cité*, page 506.

<sup>20</sup> Robert Szuchta enseigne l'histoire au lycée Stanislaw I. Witkiewicz de Varsovie. Il a été, en 2006, le premier lauréat du prix Irena Sendlerowa, décerné chaque année par l'Association des enfants de l'Holocauste en Pologne, à un enseignant qui s'est distingué pour l'enseignement de l'histoire de la Shoah. Ses premiers articles datent de 1995. Sur son parcours voir Robert Szuchta, « Against Silence and Indifference : why I teach about the Holocaust – reflections of a teacher » in *Why We Teach About the Holocaust?* Cracovie, Jagellon University/OCDE, 2005, pages 55-59.

du 50<sup>e</sup> anniversaire du pogrom de Kielce (1996), chaque fois les polémiques étaient vives, et les réactions émotionnelles.

En 1997, l'Institut historique juif publia l'étude par un groupe d'experts, du contenu de 39 manuels utilisés entre 1993 et 1997. Elle était accompagnée d'articles dans la presse d'historiens respectés comme Feliks Tych ou Andrzej Friszke<sup>21</sup>. Ils mettaient en cause l'absence de la Shoah des programmes, le fait qu'elle n'était pas étudiée dans sa spécificité (génocide) et sa portée universelle, ils soulignaient la marginalisation des Juifs et de leur sort dans les récits de la seconde guerre mondiale, et surtout la persistance de forts stéréotypes. Ils attiraient particulièrement l'attention sur la manière dont était présentée la « passivité » des Juifs face à leur sort : « Les parties consacrées à la résistance juive, résume Robert Szuchta<sup>22</sup>, n'identifiaient que l'Insurrection du ghetto de Varsovie en 1943. Les autres luttes, ou bien les révoltes dans les camps de concentration, étaient au mieux mentionnées en passant, ou, le plus souvent complètement ignorées. En revanche, la résistance civile parmi les Polonais (comprenant des sujets comme l'enseignement, la culture, l'art et l'aide mutuelle) était largement examinée et présentée comme nationale polonaise, sans aucune référence aux Juifs. Un manuel en concluait même que 'les Juifs étaient complètement passifs sous l'occupation'. »

Ce manuel certes unique en son genre, rédigé par Andrzej Leszek Szczesniak, un pédagogue réputé du temps du régime communiste, fut alors attaqué dans la presse : Anna Bikont et Maria Kruczkowska, deux journalistes réputées, le taxait d'antisémitisme et l'accusait d'incitation à la haine raciale<sup>23</sup>. Dans la foulée, plus de deux cent intellectuels, professeurs de lycées et d'université, signaient une pétition sous le titre « Nous ne voulons pas des manuels de Szczesniak ! », et demandaient leur retrait immédiat de la liste accréditée par le Ministère. Ils disaient : « Ces

---

<sup>21</sup> Pour un compte rendu détaillé de cette discussion et la référence des principaux articles, voir l'article déjà cité de Robert Szuchta in *Polin*, opus cité pages 308-310. L'étude de l'Institut historique juif a paru dans *Bulletyn ZIH*, n° 3-4, Varsovie, 1997.

<sup>22</sup> *Ibid*, page 309.

<sup>23</sup> *Gazeta Wyborcza* du 6-7 mars 1999.

manuels et les fascicules d'accompagnement pédagogiques pour les enseignants, propagent l'antisémitisme, incitent à la haine, falsifient la réalité historique, et portent atteinte au système éducatif polonais. Ils sont fondés sur des stéréotypes antisémites et se situent dans la lignée des accusations de la propagande communiste en Mars 1968.<sup>24</sup> » Finalement, les manuels ont été retirés, et ce groupe d'intellectuels a décidé de poursuivre son action en fondant une association de lutte contre l'antisémitisme et la xénophobie, « Otwarta Rzeczpospolita » [La République ouverte]<sup>25</sup> qui maintient depuis une veille active.

Ainsi, sous cette pression sociale et avec l'évolution du débat public sur les relations polono-juives, le ministère de l'Education nationale s'est lancé à l'automne 1998 dans un examen méticuleux du contenu des programmes d'histoire. Les instructions ont été revues, les manuels refondus, et la Shoah est devenue une matière à traiter obligatoirement dans les collèges, les lycées et même depuis peu, à la fin de l'école primaire.

### **Programmes, pratiques et interrogations**

Voilà donc une dizaine d'années que la Shoah et la culture juive sont traités dans l'ensemble des écoles polonaises, et dans trois matières : l'histoire, la littérature polonaise et l'instruction civique. Récemment, le programme a été allégé dans les collèges du fait de l'introduction du thème à la fin du primaire. Il est sans doute trop tôt pour tirer un bilan d'ensemble, les données d'évaluation des pratiques et de leurs effets sont encore insuffisantes. On peut seulement fournir ici des éléments de base.

**Les instructions et les manuels.** En Pologne, les instructions générales (le « Curriculum ») sont traditionnellement définies par cycles : primaire (7-13 ans), collège ou *gimnazjum* (13-16 ans), et lycée général, technique ou professionnel (16-19 ans). Elles fixent des objectifs de connaissance à atteindre, l'enseignant devant sur

---

<sup>24</sup> *Gazeta Wyborcza* du 15 mars 1999.

<sup>25</sup> Présidée par Paula Sawicka, elle a rejoint la Fédération internationale des droits de l'homme ; voir son site qui possède une version en anglais <http://www.otwarta.org/>

cette base faire viser par son chef d'établissement le « scénario » de son cours, selon la matière et l'année du cycle. Il s'inspire pour le concevoir des fascicules pédagogiques adjoints aux manuels des élèves. Dans le primaire, il s'agit d'une première approche de la culture juive disparue, de la shoah, et des différences. Dans le secondaire, l'étude est chronologique et thématique. Les instructions<sup>26</sup> précisent qu'à la fin du cycle l'élève doit « être familier » avec les sujets suivants : « La politique allemande envers les Juifs et les Polonais. Les différentes attitudes de la population polonaise face à la persécution des Juifs. 'Zegota' et l'aide à l'insurrection du ghetto de Varsovie. Les Justes parmi les Nations. » Le texte précise que l'élève doit savoir « ce que fut l'Holocauste, comprendre ses fondements idéologiques et sa mise en œuvre, être familier avec les lois appliquées aux Juifs dans le Gouvernement général ; connaître des exemples d'aide des Juifs par des Polonais ; connaître les méthodes de défense des Juifs contre l'extermination, aussi bien que les buts et les conséquences de l'insurrection du ghetto de Varsovie ; il doit connaître la date du 19 avril 1943. » Il/elle doit pouvoir « évaluer la nature du crime de l'Holocauste et identifier ses fondements idéologiques » ; « expliquer la nature criminelle de l'idéologie nazie. » Les cours d'instruction civique et de littérature polonaise doivent également introduire ces objectifs par le travail sur des textes littéraires liés au sujet. Dans les lycées, où l'approche est surtout thématique les relations judéo-polonaises, la culture juive et le génocide sont étudiés, selon les mêmes exigences, sous les intitulés : « Progrès et crise des civilisations. Guerres, génocide, l'Holocauste. »

Dorénavant les manuels disponibles sur le marché (une trentaine environ, selon les années) sont labélisés par une commission du ministère qui comprend notamment des experts de l'Institut historique juif. Le contenu de ces manuels a complètement rompu avec les falsifications ou imprécisions de la période précédente, ils présentent aux élèves des « documents sources », une iconographie et des résumés de qualité, y compris sur des sujets mémoriels délicats comme les

---

<sup>26</sup> Citées d'après Robert Szuchta, *Teaching about the Holocaust*, opus cite, pages 44-45.

pogroms de Jedwabne et Kielce. Les enseignants disposent également de documentations et de modèles de cours de plus en plus nombreux, fournis par des organismes comme l'Institut historique juif, l'Institut de la mémoire nationale, et bientôt le Musée d'histoire des Juifs polonais à Varsovie. Des manuels spécialisés à destination des enseignants sont disponibles depuis 2000, des cd-rom et des « mallettes pédagogiques » également<sup>27</sup>.

**La formation des enseignants.** Si une jeune génération de professeurs du secondaire et du primaire s'est investie avec enthousiasme dans ce travail, ils ne pouvaient être qu'une minorité souvent passionnée par les débats mémoriels, ou liés par une expérience personnelle à cette histoire. Dans l'ensemble, le corps enseignant n'était pas préparé à cette « nouvelle » matière. Les professeurs n'ont pas reçu de formation particulière surtout lorsqu'ils ont été formés dans les années quatre vingt ou quatre vingt-dix. C'est pourquoi, parallèlement à la mise en place des nouveaux programmes et des manuels, un travail de formation permanente des enseignants a été entrepris avec l'appui de l'université et de diverses institutions publiques. A partir de 2000 plusieurs centaines de professeurs ont pu participer à des séminaires de 3 à 10 jours, organisés par le Centre de culture juive et l'université pédagogique de Cracovie, le centre éducatif du Musée d'Auschwitz (devenu centre international en 2005) en collaboration avec Yad Vashem, l'Institut de la mémoire nationale, l'Institut historique juif et diverses autres universités. Au ministère de l'éducation nationale, le service spécialisé dans la formation permanente (CODN, aujourd'hui ORE – Centre pour le développement de l'éducation) s'est soucié très vite de ce sujet et organise chaque année de nombreux séminaires. Il développe également des partenariats étrangers. En 2004, il signe un accord avec le ministère israélien de l'Education et Yad Vashem et depuis, chaque année des groupes d'enseignants suivent là-bas des formations de deux semaines. De même des

---

<sup>27</sup> Parmi les plus importants il faut signaler le manuel de Robert Szuchta et Piotr Trojanski *Holokaust. Zrozumieć dlaczego.* (Mowia Wieki, Varsovie 2000, 2006) plusieurs fois réédité, et celui dirigé par Feliks Tych (Dir.) *Pamięć. Historia Żydów Polskich przed, w czasie, i po Zagładzie*, Varsovie, Fondation Shalom, 2004.

accords ont été passés avec la Maison d'Anne Frank à Amsterdam, la Maison de la Conférence de Wannsee à Berlin, l'USHMM de Washington et le Centre Educatif de Floride. En 2009, le Mémorial de la Shoah a signé un accord avec l'ORE, et, en février 2010, un premier groupe de vingt deux enseignants polonais a suivi une formation à Paris.

Ces activités permettent non seulement une mise à niveau des professeurs polonais, mais en privilégiant des formations en petits groupes, des échanges d'expérience très fructueux. S'il est difficile d'obtenir des données chiffrées, les responsables de ces activités évaluent à environ mille cinq cent par an, le nombre de professeurs passés dans ces formations depuis une dizaine d'années<sup>28</sup>. C'est sans doute encore insuffisant, mais chaque année le nombre est croissant.

**Les initiatives parascolaires.** Le travail à l'école est accompagné et stimulé depuis une vingtaine d'années par une série d'initiatives locales ou nationales, qui associent des élèves, sur la base du volontariat, à des activités extrascolaires : entretien des cimetières juifs, découverte et valorisation du patrimoine, histoire locale des communautés et des ghettos, découverte de la culture juive, etc. Ici les enseignants polonais utilisent le fait que la plupart des quartiers ou des villes dans lesquels ils enseignent ont un passé juif de plusieurs siècles, une histoire tragique pendant la guerre, et parfois des traces visibles de ce passé (ils restent en Pologne environ 1200 cimetières, 500 synagogues ou maison de prières, et de nombreux lieux de mémoire). L'histoire juive de la Pologne devient ainsi l'histoire du lieu où ces jeunes vivent, et souvent les familles (les grands parents principalement) aident à reconstituer ce passé, ce qui apporte un complément intéressant aux cours. Les associations et les initiatives de ce genre sont nombreuses : depuis les concours nationaux organisés par la fondation Shalom ou l'Institut historique juif, jusqu'au grand programme « Restituons la mémoire » lancé dans les écoles par le Centre d'éducation civique, une ONG très implantée auprès des collèves. Les rencontres

---

<sup>28</sup> Environ 700 au Centre de formation d'Auschwitz, 400 dans les vingt stages organisés par l'ORE en province, 200 à l'Institut historique juif, et 200 minimum dans plusieurs universités, etc. (D'après Piotr Tranjanski et Robert Szuchta)

avec les témoins sont préparés dans les classes, comme ce grand programme en 2008 à la recherche des Justes qui ont sauvé des Juifs. Environ six cent étaient encore en vie en Pologne cette année là, des élèves ont passé plusieurs semaines à essayer d'en rencontrer, se heurtant à diverses tracasseries qui leur faisaient sentir, et la difficulté de cette action pendant la guerre et pourquoi les Justes avaient continué à se cacher jusqu'à récemment<sup>29</sup>.

**Les interrogations pédagogiques.** Aujourd'hui, l'enseignement de l'histoire de la Shoah et de la culture juive dans les écoles polonaises, ne pose plus de problème historique majeur. Certes il peut heurter une mémoire douloureuse dans les familles ou chez les enseignants, mais les instructions, les manuels et le matériel pédagogique à la disposition des professeurs, sont conformes aux analyses historiques admises internationalement. Toutefois, les enseignants impliqués dans ce travail considèrent que ces moyens demeurent insuffisants, qu'ils ne touchent qu'une minorité de leurs collègues. Ils déplorent des horaires trop courts, notamment en histoire. Souvent les professeurs de littérature qui assurent aussi l'éducation civique consacrent plus d'heures à ce sujet. On sait aussi que beaucoup d'enseignants, soit parce qu'ils sont insuffisamment préparés soit par hostilité, ne traitent pas le sujet ou continue à répandre les vieux stéréotypes. Il est évident qu'il faudra plus de temps pour aboutir à une véritable prise en charge généralisée.

Dans le même temps, ceux qui s'impliquent le plus se heurtent aux mêmes interrogations pédagogiques qu'un peu partout en Europe. Comment manier l'émotion inévitable ? En personnalisant ou localisant les exemples étudiés avec les élèves, les pédagogues polonais cherchent à favoriser l'empathie avec les victimes, laquelle est jugée indispensable pour expliquer la Shoah, mais ils disent l'orienter vers des interrogations. « L'analyse et l'interprétation de l'Holocauste, écrit Robert Szuchta, confronte l'élève au défi d'une réflexion sur sa propre vision du monde et son comportement dans la société. Pour cette raison, l'enseignement de

---

<sup>29</sup> Voir pour une présentation détaillée de ces activités mémorielles, Jean-Yves Potel, *La fin de l'innocence*, opus cité, notamment les chapitres 4, 8 et 14.

l'Holocauste devrait se concentrer sur trois questions fondamentales : Pourquoi cela a-t-il été possible ? Comment est-ce arrivé ? Que faire pour éviter que ça ne recommence ? Quand nous cherchons avec les élèves des réponses, quand nous leur fournissons des connaissances et formons leur comportement moral, nous ne devons pas perdre de vue que pour nous le défi est autant moral qu'intellectuel. L'élève doit connaître les faits principaux constituant l'Holocauste et les événements qui y ont conduit. En d'autres termes, il ou elle doit savoir et comprendre la genèse, le développement et les conséquences de l'Holocauste. Un des objets de l'enseignement serait de rendre les élèves conscients qu'un autre génocide est toujours possible et que, pour le prévenir, nous devons comprendre nos propres attitudes et sentiments, avoir un aperçu des mécanismes qui pourraient nous conduire à décréter à d'autres : 'vous n'avez pas le droit de vivre, vous n'êtes pas des êtres humains'. (...) Au milieu de l'arsenal des méthodes éducatives, nous devons choisir celles qui encouragent la réflexion des élèves, qui les font penser et chercher une réponse à la question : Qu'est-ce que je/nous faisons pour éviter que ça revienne un jour.<sup>30</sup> »

---

<sup>30</sup> Robert Szuchta, « Teaching about the Holocaust... » *opus cite*, page 51-52.